

À remplir

Nom :

Prénom :

Dossier d'inscription

Toussaint 2020

Vacances linguistiques

Immersion anglophone en Bourgogne

Semaine du 19 au 23 octobre 2020

ou du 26 au 30 octobre 2020

Capital Culturel Européen

50, chemin du Bois d'Alier - BP 45 - Zone des Berthilliers - 71850 Charnay-lès-Mâcon
Tél. 03 85 20 54 85 - Fax : 03 85 20 54 83 - E-mail : info@c-c-europeen.org - www.c-c-europeen.org

Tarifs :

Séjour 995 € - Assurance annulation 38€ (option).

Prix par personne, calculé sur la base de **12 participants** * *Si l'effectif n'est pas atteint, un supplément sera appliqué.

Semaine du **19 au 23 octobre 2020** ou du **26 au 30 octobre 2020**

Assurance annulation :

OUI NON (montant à régler en supplément de l'acompte)

Dossier d'inscription à nous retourner :

Remplir ce bulletin d'inscription et nous le retourner avec les éléments suivants :

- **250 €** d'acompte + **montant de l'assurance annulation si option choisie**. Règlement possible par chèque, carte bancaire (par téléphone) + chèques-vacances (30% du coût total du séjour) ou espèces.
- 1 photo d'identité (récente).
- La fiche sanitaire de liaison dûment remplie.

Formalités :

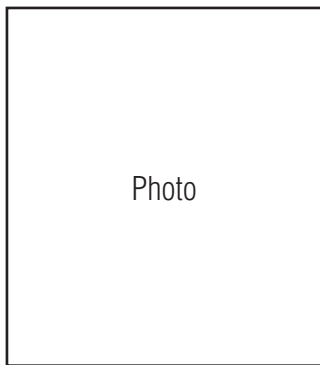
- Carte nationale d'identité ou passeport individuel (en cours de validité durant toute la durée du séjour)
- Attestation de Carte Vitale.

Conditions spécifiques :

- Je reconnais avoir pris connaissance des conditions générales ci-jointes (voir au dos) et des conditions ci-dessous. Je m'engage à verser un chèque d'acompte de **250 €** au moment de l'inscription et le solde du séjour **1 SEMAINE avant le départ**.
- Les jeunes sont placés sous la responsabilité des accompagnateurs CCE pendant les trajets en autocar et pendant les journées d'activités prévues dans le programme. Toute inconduite grave pendant le séjour ou durant les voyages, conduira au renvoi du participant **aux frais de ses parents**.
- Pour les activités sportives, prévoir des chaussures et vêtements de sport, ainsi qu'une veste imperméable.
- **Les conditions météorologiques pourront entraîner la modification ou la suppression de certaines activités. Des activités alternatives seront alors proposées ou, si le programme du voyage le permet, l'ordre des activités pourra être modifié.**
- J'autorise les accompagnateurs à prendre toutes les dispositions nécessaires pour hospitaliser ou faire opérer mon enfant en cas d'urgence.

Comment avez-vous connu CCE ? :

«Les renseignements recueillis font l'objet d'un traitement informatique destiné à gérer votre participation/la participation de votre enfant à un séjour linguistique et de la relation commerciale qui peut en découler. Capital Culturel Européen est l'unique destinataire des données communiquées. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à Capital Culturel Européen, 50, chemin du Bois d'Alhier, zone des Berthilliers 71850 CHARNAY-LES-MACON. Vous pouvez également pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant».



Nom :
Prénom : **Date de naissance :**
Adresse :
Code postal : **Ville :**
Sexe : F M **Nationalité :**
Établissement scolaire fréquenté :
Classe :
Niveau d'anglais : Bon Moyen Faible (préciser la moyenne scolaire de l'année)

	Père	Mère
Nom		
Prénom		
Adresse (si différente de celle de l'enfant)		
Profession		
Téléphone fixe *		
Téléphone portable *		
Mail		

*(précisez obligatoirement un téléphone)

Renseignements santé (à compléter avec soin)

et joindre obligatoirement la fiche de liaison sanitaire jointe Cerfa n° 10008*02

Allergie(s) / Problèmes de santé / Phobies : OUI NON Précisez :

Régime particulier (médical, autres...) : OUI NON Précisez :

Énurésie OUI NON

Cas particuliers :

COVID :

Le séjour de l'élève est soumis aux conditions suivantes :

- Prise de température avant le départ en séjour. En cas de fièvre (38° au plus) ou de symptômes évoquant la Covid-19 chez l'élève ou un membre de son foyer, celui-ci ne doit pas prendre part au séjour.
- De même, les élèves atteints de la Covid-19, testés positivement ou déclarés comme tel par un médecin ou dont un membre de la famille est cas confirmé, ou encore identifiés comme contact à risque, ne peuvent participer au séjour.
- Port du masque obligatoire pour les mineurs de 11 ans ou plus dans les espaces clos et dans les espaces extérieurs.
- Les responsables légaux doivent fournir les masques à leurs enfants.

L'organisateur s'engage à :

- Respecter les règles de prise de températures et le port du masque pour les encadrants.
- Rappeler les gestes barrières aux participants et veiller au respect des règles de distanciation ;
- S'assurer du nettoyage et de l'aération des locaux occupés par les participants.

Je soussigné (e), accepte que mon enfant participe au séjour en Bourgogne du 19 au 23 octobre 2020 ou du 26 au 30 octobre 2020

Fait Le

Signature des deux parents obligatoire avec la mention « Lu et approuvé »

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

1. Inscription

Pour s'inscrire à l'un de nos séjours, il suffit de retourner le devis signé et un acompte par élève de :

- **45 €** pour un voyage de **130 € à 180 €**.
- **60 €** pour un voyage de **180 € à 220 €**.
- **90 €** pour un voyage de plus de **220 €**.
- **30 %** du montant du voyage pour les séjours avion et train.

2. Tarifs

Les prix sont établis en fonction des conditions économiques connues au moment de l'édition de la brochure (juillet 2020).

Ces tarifs peuvent subir des modifications en cas de fluctuations :

- des **taux de changes**,
- d'augmentation imprévue du **coût de la vie, du transport** et des **visites**.

L'établissement recevra alors 8 semaines avant le départ le nouveau tarif avec la facture de solde.

3. Paiement

Il doit s'effectuer obligatoirement **en deux fois** (sauf conditions spéciales définies dans le devis).

- **1^{er} versement à l'inscription** (acompte + assurances), les visites ne seront réservées qu'à réception de l'acompte.

La facture définitive du séjour est envoyée 8 semaines avant le départ.

- Le **solde** doit être versé **impérativement 1 mois** avant le départ.

4. Annulation

Nos tarifs sont calculés en fonction d'un **nombre minimum de participants payants** prévu au moment de l'élaboration du contrat de séjour.

Pour les établissements scolaires, il est conseillé aux responsables d'avoir une liste d'attente afin de pouvoir remplacer les désistements, OU prévoir l'assurance annulation individuelle (3,84 % du montant du séjour). Voir ci-dessous.

A. Annulation du groupe dans sa totalité

- Annulation plus d'un mois avant le départ : **La totalité de l'acompte sera retenue**.
- Annulation de un mois à deux semaines avant le départ : **50 % du montant total du séjour seront retenus**.
- Annulation moins de 15 jours avant le départ : **100 % du montant du séjour seront retenus**.

B. Annulation individuelle

Pour toute annulation individuelle, le **nombre de participants payants** (suivant contrat) doit être respecté, sinon le **prix de vente sera recalculé pour chaque participant**.

Pour toute annulation individuelle à moins de 1 mois avant la date du départ, le montant total du voyage sera non remboursable (sauf assurance individuelle, voir ci-dessous).

C. Assurance Annulation Individuelle ou groupe MAIF

Elle garantit le remboursement des sommes versées (moins 20 € de frais de dossier par élève) en cas d'annulation pour : maladie, accident, décès familial... sur justificatif : certificat médical... en cas d'attentat, d'émeute ou d'acte de terrorisme se produisant à l'étranger dans la ou les villes de destination ou de séjour (**voir conditions sur courrier MAIF sur demande**), et en cas de décision administrative d'interdiction de voyager sur le territoire français en raison d'un danger grave (**voir conditions sur courrier MAIF sur demande**). Souscription individuelle 1 mois avant le départ (dernier délais) ou collective à la signature du contrat.

D. Annulation du fait de CCE

En cas d'annulation du voyage du fait de CCE, les participants ne pourront prétendre qu'au remboursement des sommes versées, sans que les participants puissent prétendre à des dommages et intérêts.

5. Assurances

Tous les participants à un voyage bénéficient d'une assurance responsabilité civile individuelle, rapatriement et perte de bagages souscrite par CCE auprès de la **M.A.I.F. Contrat N°1 703 218 A**, pouvant être consultée sur simple demande.

6. Documents nécessaires pour voyager à l'étranger

- Pièce d'identité en cours de validité aux dates du voyage : carte d'identité ou passeport accompagné éventuellement d'un visa si le pays de destination l'exige.
- Photocopie de la carte d'identité ou passeport du parent signataire (si enfant mineur). Le titre doit être valide ou périmé depuis moins de 5 ans + copie du livret de famille si l'enfant ne porte pas le même nom que le parent signataire.
- Original du formulaire cerfa n°15646*01 signé par l'un des parents titulaire de l'autorité parentale (si enfant mineur).
- Carte européenne d'assurance maladie (selon le pays de destination).

Pour les **étrangers résidant en France** :

- **Passeport personnel** en cours de validité, plus, dans certains pays, **VISA** des pays visités (voir avec l'ambassade du pays de destination).

Réglementation pour les voyages scolaires : consulter les Préfectures.

7. Responsabilité de Capital Culturel Européen

La responsabilité de CCE ne peut être engagée en cas de force majeure (grève, changement d'horaire, problème de transport, monétaire, économique ou politique ou difficulté d'accueil) et en ce cas, les participants ne pourront prétendre à des dommages et intérêts.

8. Dispositif de médiation

MTV Médiation Tourisme Voyage - BP 80303 - 75823 PARIS Cedex - www.mtv.travel

Conformément aux articles **L.211-7** et **L.211-17** du **Code du tourisme**, les dispositions des articles **R.211-3** à **R.211-11** du Code du tourisme, dont le texte est ci-dessous reproduit, ne sont pas applicables pour les opérations de réservation ou de vente des titres de transport n'entrant pas dans le cadre d'un forfait touristique.

La brochure, le devis, la proposition, le programme de l'organisateur constituent l'information préalable visée par l'article **R.211-5** du **Code du tourisme**. Dès lors, à défaut de dispositions particulières figurant au recto du présent document, les caractéristiques, conditions particulières et prix du voyage tels qu'indiqués dans la brochure, le devis, la proposition de l'organisateur, seront contractuels dès la signature du bulletin d'inscription. En l'absence de brochure, de devis, programme et proposition, le présent document constitue, avec sa signature par l'acheteur, l'information préalable, visée par l'article **R.211-5** du **Code du tourisme**. Il sera caduc faute de signature dans un délai de 24 heures à compter de son émission. En cas de cession de contrat, le cédant et/ou le cessionnaire sont préalablement tenus d'acquiescer les frais qui en résultent. Lorsque ces frais excèdent les montants affichés dans le point de vente et ceux mentionnés dans les documents contractuels, les pièces justificatives seront fournies.

CAPITAL CULTUREL EUROPEEN a souscrit auprès de la compagnie MAIF un contrat d'assurance n°1 703 218 A garantissant sa Responsabilité Civile Professionnelle.

Article R.211-3 - Sous réserve des exclusions prévues aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 211-7, toute offre et toute vente de prestations de voyages ou de titres de transport doivent être accompagnés de documents appropriés qui répondent aux règles définies par la présente section. En cas de vente de titres de transport aérien ou de titres de transport sur ligne régulière non accompagnés de prestations liées à ces transports, le vendeur délivre à l'acheteur un ou plusieurs billets de passage pour la totalité du voyage, émis par le transporteur ou sous sa responsabilité. Dans le cas de transport à la demande, le nom et l'adresse du transporteur, pour le compte duquel les billets sont émis, doivent être mentionnés. La facturation séparée des divers éléments d'un même forfait touristique ne soustrait pas le vendeur aux obligations qui lui sont faites par les dispositions réglementaires de la présente section.

Article R.211-3-1 - L'échange d'informations précontractuelles ou la mise à disposition des conditions contractuelles est effectué par écrit. Ils peuvent se faire par voie électronique dans les conditions de validité et d'exercice prévues aux articles 1369-1 à 1369-11 du code civil. Sont mentionnés le nom ou la raison sociale et l'adresse du vendeur ainsi que l'indication de son immatriculation au registre prévu au a de l'article L. 141-3 ou, le cas échéant, le nom, l'adresse et l'indication de l'immatriculation de la fédération ou de l'union mentionnées au deuxième alinéa de l'article R. 211-2.

Article R.211-4 - Préalablement à la conclusion du contrat, le vendeur doit communiquer au consommateur les informations sur les prix, les dates et les autres éléments constitutifs des prestations fournies à l'occasion du voyage ou du séjour tels que :

- 1° La destination, les moyens, les caractéristiques et les catégories de transports utilisés ;
- 2° Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son homologation et son classement touristique correspondant à la réglementation ou aux usages du pays d'accueil ;
- 3° Les prestations de restauration proposées ;
- 4° La description de l'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;
- 5° Les formalités administratives et sanitaires à accomplir par les nationaux ou par les ressortissants d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen en cas, notamment, de franchissement des frontières ainsi que leurs délais d'accomplissement ;
- 6° Les visites, excursions et les autres services inclus dans le forfait ou éventuellement disponibles moyennant un supplément de prix ;
- 7° La taille minimale ou maximale du groupe permettant la réalisation du voyage ou du séjour ainsi que, si la réalisation du voyage ou du séjour est subordonnée à un nombre minimal de participants, la date limite d'information du consommateur en cas d'annulation du voyage ou du séjour ; cette date ne peut être fixée à moins de vingt et un jours avant le départ ;
- 8° Le montant ou le pourcentage du prix à verser à titre d'acompte à la conclusion du contrat ainsi que le calendrier de paiement du solde ;
- 9° Les modalités de révision des prix telles que prévues par le contrat en application de l'article R. 211-8 ;
- 10° Les conditions d'annulation de nature contractuelle ;
- 11° Les conditions d'annulation définies aux articles R. 211-9, R. 211-10 et R. 211-11 ;
- 12° L'information concernant la souscription facultative d'un contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation ou d'un contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie ;
- 13° Lorsque le contrat comporte des prestations de transport aérien, l'information, pour chaque tronçon de vol, prévue aux articles R. 211-15 à R. 211-18.

Article R.211-5 - L'information préalable faite au consommateur engage le vendeur, à moins que dans celle-ci le vendeur ne se soit réservé expressément le droit d'en modifier certains éléments. Le vendeur doit, dans ce cas, indiquer clairement dans quelle mesure cette modification peut intervenir et sur quel élément. En tout état de cause, les modifications apportées à l'information préalable doivent être communiquées au consommateur avant la conclusion du contrat.

Article R.211-6 - Le contrat conclu entre le vendeur et l'acheteur doit être écrit, établi en double exemplaire dont l'un est remis à l'acheteur, et signé par les deux parties. Lorsque le contrat est conclu par voie électronique, il est fait application des articles 1369-1 à 1369-11 du code civil. Le contrat doit comporter les clauses suivantes :

- 1° Le nom et l'adresse du vendeur, de son garant et de son assureur ainsi que le nom et l'adresse de l'organisateur ;
- 2° La destination ou les destinations du voyage et, en cas de séjour fractionné, les différentes périodes et leurs dates ;
- 3° Les moyens, les caractéristiques et les catégories des transports utilisés, les dates et lieux de départ et de retour ;
- 4° Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques et son classement touristique en vertu des réglementations ou des usages du pays d'accueil ;
- 5° Les prestations de restauration proposées ;
- 6° L'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;
- 7° Les visites, les excursions ou autres services inclus dans le prix total du voyage ou du séjour ;
- 8° Le prix total des prestations facturées ainsi que l'indication de toute révision éventuelle de cette facturation en vertu des dispositions de l'article R. 211-8 ;
- 9° L'indication, s'il y a lieu, des redevances ou taxes afférentes à certains services telles que taxes d'atterrissage, de débarquement ou d'embarquement dans les ports et aéroports, taxes de séjour lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le prix de la ou des prestations fournies ;
- 10° Le calendrier et les modalités de paiement du prix ; le dernier versement effectué par l'acheteur ne peut être inférieur à 30 % du prix du voyage ou du séjour et doit être effectué lors de la remise des documents permettant de réaliser le voyage ou le séjour ;
- 11° Les conditions particulières demandées par l'acheteur et acceptées par le vendeur ;
- 12° Les modalités selon lesquelles l'acheteur peut saisir le vendeur d'une réclamation pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat, réclamation qui doit être adressée dans les meilleurs délais, par tout moyen permettant d'en obtenir un accusé de réception au vendeur, et, le cas échéant, signalée par écrit, à l'organisateur du voyage et au prestataire de services concernés ;
- 13° La date limite d'information de l'acheteur en cas d'annulation du voyage ou du séjour par le vendeur dans le cas où la réalisation du voyage ou du séjour est liée à un nombre minimal de participants, conformément aux dispositions du 7° de l'article R. 211-4 ;
- 14° Les conditions d'annulation de nature contractuelle ;
- 15° Les conditions d'annulation prévues aux articles R. 211-9, R. 211-10 et R. 211-11 ;
- 16° Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle du vendeur ;
- 17° Les indications concernant le contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation souscrit par l'acheteur (numéro de police et nom de l'assureur) ainsi que celles concernant le contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie ; dans ce cas, le vendeur doit remettre à l'acheteur un document précisant au minimum les risques couverts et les risques exclus ;
- 18° La date limite d'information du vendeur en cas de cession du contrat par l'acheteur ;
- 19° L'engagement de fournir à l'acheteur, au moins dix jours avant la date prévue pour son départ, les informations suivantes :
 - a) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la représentation locale du vendeur ou, à défaut, les noms, adresses et numéros de téléphone des organismes locaux susceptibles d'aider le consommateur en cas de difficulté ou, à défaut, le numéro d'appel permettant d'établir de toute urgence un contact avec le vendeur ;
 - b) Pour les voyages et séjours de mineurs à l'étranger, un numéro de téléphone et une adresse permettant d'établir un contact direct avec l'enfant ou le responsable sur place de son séjour ;
- 20° La clause de résiliation et de remboursement sans pénalités des sommes versées par l'acheteur en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue au 13° de l'article R. 211-4 ;
- 21° L'engagement de fournir à l'acheteur, en temps voulu avant le début du voyage ou du séjour, les heures de départ et d'arrivée.

Article R.211-7 - L'acheteur peut céder son contrat à un cessionnaire qui remplit les mêmes conditions que lui pour effectuer le voyage ou le séjour, tant que ce contrat n'a produit aucun effet.

Sauf stipulation plus favorable au cédant, celui-ci est tenu d'informer le vendeur de sa décision par tout moyen permettant d'en obtenir un accusé de réception au plus tard sept jours avant le début du voyage. Lorsqu'il s'agit d'une croisière, ce délai est porté à quinze jours. Cette cession n'est soumise, en aucun cas, à une autorisation préalable du vendeur.

Article R.211-8 - Lorsque le contrat comporte une possibilité expresse de révision de prix, dans les limites prévues à l'article L. 211-12, il doit mentionner les modalités précises de calcul, tant à la hausse qu'à la baisse, des variations des prix, et notamment le montant des frais de transport et taxes y afférentes, la ou les devises qui peuvent avoir une incidence sur le prix du voyage ou du séjour, la part du prix à laquelle s'applique la variation, le cours de la ou des devises retenu comme référence lors de l'établissement du prix figurant au contrat.

Article R.211-9 - Lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve contraint d'apporter une modification à l'un des éléments essentiels du contrat telle qu'une hausse significative du prix et lorsqu'il méconnaît l'obligation d'information mentionnée au 13° de l'article R. 211-4, l'acheteur peut, sans préjudice des recours en réparation pour dommages éventuellement subis, et après en avoir été informé par le vendeur par tout moyen permettant d'en obtenir un accusé de réception :

- soit résilier son contrat et obtenir sans pénalité le remboursement immédiat des sommes versées ;
- soit accepter la modification ou le voyage de substitution proposé par le vendeur ; un avenant au contrat précisant les modifications apportées est alors signé par les parties ; toute diminution de prix vient en déduction des sommes restant éventuellement dues par l'acheteur et, si le paiement déjà effectué par ce dernier excède le prix de la prestation modifiée, le trop-perçu doit lui être restitué avant la date de son départ.

Article R.211-10 - Dans le cas prévu à l'article L. 211-14, lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur annule le voyage ou le séjour, il doit informer l'acheteur par tout moyen permettant d'en obtenir un accusé de réception ; l'acheteur, sans préjudice des recours en réparation des dommages éventuellement subis, obtient auprès du vendeur le remboursement immédiat et sans pénalité des sommes versées ; l'acheteur reçoit, dans ce cas, une indemnité au moins égale à la pénalité qu'il aurait supportée si l'annulation était intervenue de son fait à cette date. Les dispositions du présent article ne font en aucun cas obstacle à la conclusion d'un accord amiable ayant pour objet l'acceptation, par l'acheteur, d'un voyage ou séjour de substitution proposé par le vendeur.

Article R.211-11 - Lorsque, après le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve dans l'impossibilité de fournir une part prépondérante des services prévus au contrat représentant un pourcentage non négligeable du prix honoré par l'acheteur, le vendeur doit immédiatement prendre les dispositions suivantes sans préjudice des recours en réparation pour dommages éventuellement subis :

- soit proposer des prestations en remplacement des prestations prévues en supportant éventuellement tout supplément de prix et, si les prestations acceptées par l'acheteur sont de qualité inférieure, le vendeur doit lui rembourser, dès son retour, la différence de prix ;
- soit, s'il ne peut proposer aucune prestation de remplacement ou si celles-ci sont refusées par l'acheteur pour des motifs valables, fournir à l'acheteur, sans supplément de prix, des titres de transport pour assurer son retour dans des conditions pouvant être jugées équivalentes vers le lieu de départ ou vers un autre lieu accepté par les deux parties.

Les dispositions du présent article sont applicables en cas de non-respect de l'obligation prévue au 13° de l'article R. 211-4.

Capital Culturel Européen

50, chemin du Bois d'Alier - BP 45 - Zone des Berthilliers - 71850 Charnay-lès-Mâcon

Tél. : 03 85 20 54 85 - Fax : 03 85 20 54 83

E-mail : info@c-c-europeen.org



FICHE SANITAIRE DE LIAISON

DOCUMENT CONFIDENTIEL

Joindre obligatoirement la copie du carnet de vaccination

NOM DU MINEUR :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :/...../.....

SEXE : M F

Cette fiche permet de recueillir des informations utiles concernant votre enfant (l'arrêté du 20 février 2003 relatif au suivi sanitaire des mineurs en séjour de vacances ou en accueil de loisirs).

1-VACCINATION (se référer au carnet de santé ou aux certificats de vaccinations)

VACCINATIONS OBLIGATOIRES	Oui	Non	DATES DES DERNIERS RAPPELS	VACCINS RECOMMANDÉS	DATES
Diphtérie				Coqueluche	
Tétanos				Haemophilus	
Poliomyélite				Rubéole-Oreillons-Rougeole	
				Hépatite B	
				Pneumocoque	
				BCG	
				Autres (préciser)	

SI LE MINEUR N'A PAS LES VACCINS OBLIGATOIRES JOINDRE UN CERTIFICAT MÉDICAL DE CONTRE-INDICATION.

2-RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MINEUR

Poids :kg ; Taille :cm (informations nécessaires en cas d'urgence)

Suit-il un traitement médical pendant le séjour ? Oui Non

Si oui, joindre une ordonnance récente et les médicaments correspondants (boîtes de médicaments dans leur emballage d'origine marquées au nom de l'enfant avec la notice).
Aucun médicament ne pourra être administré sans ordonnance.

ALLERGIES : ALIMENTAIRES oui non
 MEDICAMENTEUSES oui non
 AUTRES (animaux, plantes, pollen) : oui non
 Précisez

Si oui, joindre un **certificat médical** précisant la cause de l'allergie, les signes évocateurs et la conduite à tenir.

Le mineur présente-t-il un problème de santé, si oui préciser oui non

3-RECOMMANDATIONS UTILES DES PARENTS

Port des lunettes, de lentilles, d'appareil dentaire ou auditif, comportement de l'enfant, difficultés de sommeil, énurésie nocturne, etc...

4-RESPONSABLES DU MINEUR

Responsable N°1 : NOM : PRÉNOM :
 ADRESSE :
 TEL DOMICILE TEL TRAVAIL.....
 TEL PORTABLE :

Responsable N°2 : NOM : PRÉNOM :
 ADRESSE :
 TEL DOMICILE TEL TRAVAIL.....
 TEL PORTABLE :

NOM ET TEL MEDECIN TRAITANT :

Je soussigné(e)....., responsable légal du mineur, déclare exacts les renseignements portés sur cette fiche et m'engage à les réactualiser si nécessaire. J'autorise le responsable de l'accueil de loisirs à prendre, le cas échéant, toutes mesures rendues nécessaires selon l'état de santé de ce mineur.

Date :
 Signature :